



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation du système de santé

Question au Gouvernement n° 2991

Texte de la question

SITUATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

M. le président. La parole est à M. Fabien Di Filippo.

M. Fabien Di Filippo. Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, cette crise du covid a mis en lumière le courage et le dévouement des personnels soignants autant qu'elle a mis en exergue les faiblesses criantes de notre système de soins. Le Président de la République a été contraint de reconnaître vos lourdes erreurs dans ce domaine dans un cuisant mea culpa, lui qui ne peut pas se rendre dans un hôpital sans être pris à partie par le personnel, qui stigmatise ses mauvais choix et le manquement à ses promesses.

M. Pierre Cordier. C'est vrai !

M. Fabien Di Filippo. Ici même, en mars 2019, lors de l'examen de votre projet de loi relatif à la réforme « ma santé 2022 », je vous mettais en garde contre l'absence de réponse aux enjeux de fond, au-delà de l'insuffisance des primes, et le risque que 600 de nos hôpitaux transformés en hôpitaux dits de proximité voient leurs services de chirurgie et de maternité remis en cause à terme. *(MM. Julien Aubert et Maxime Minot applaudissent.)*

M. Pierre Cordier. Eh oui !

M. Fabien Di Filippo. Désertification médicale de nombreux territoires ; difficultés de recrutement rencontrées par les hôpitaux périphériques ; mauvaises conditions de travail, bureaucratisation extrême, avec 30 % de personnels administratifs de plus qu'en Allemagne : tous ces problèmes se sont aggravés depuis trois ans. *(« Eh oui ! » sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

Mes questions sont très précises, monsieur le ministre : déciderez-vous un moratoire des fermetures de services en cours ? Quels choix ferez-vous en matière de dépense sociale pour permettre une revalorisation durable et financée des carrières des soignants, et à quelle hauteur ? Comment favoriserez-vous les recrutements hospitaliers pour mettre fin au recours à l'intérim médical, qui coûte un demi-milliard d'euros par an à nos hôpitaux ? Avec quels moyens enfin développerez-vous la proximité des services de soins pour nos compatriotes des territoires ruraux ? Les mea culpa hypocrites et les engagements vagues ne suffiront plus à redonner foi dans l'avenir de notre système de soins aux équipes soignantes et aux Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Bruno Bilde applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé.* Je vous remercie, monsieur le député Di Filippo, pour

cette question toute en finesse... (Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

M. Charles de Courson. En finesse et en nuances !

M. Pierre Cordier. La réalité est dure à entendre ! Elle est pourtant le résultat de la politique que vous menez depuis trois ans !

M. Maxime Minot. Ah oui, ça fait mal, hein !

M. Olivier Véran, ministre . La capacité de se remettre en question est un art subtil que vous aurez peut-être un jour l'occasion de pratiquer : vous verrez alors que cela peut faire beaucoup de bien et que cela permet d'avancer.

M. Patrick Hetzel. Avancer, oui, mais pas n'importe comment !

M. Olivier Véran, ministre . Avancer c'est ce que nous voulons tous, je crois, et votre question même, au-delà des éléments un peu provocants qu'elle contient, exprime votre volonté d'avancer avec nous sur les grands enjeux que le Président de la République a mis sur la table et sur lesquels le Gouvernement va travailler, non pas dans les mois mais dans les semaines qui viennent, à savoir les revalorisations pour le personnel soignant du secteur hospitalier, la question des montées en compétences et des missions, celle de l'organisation territoriale et du lien entre la médecine et le médico-social, entre la médecine de ville et l'hôpital.

M. Thibault Bazin. Y aura-t-il un moratoire sur les fermetures de services en Lorraine ?

M. Pierre Cordier. Répondez aux questions qu'on vous pose !

M. Erwan Balanant. La crise de 2008, ça vous rappelle quelque chose, mon cher collègue ?

M. Olivier Véran, ministre . Toutes ces questions sont fondamentales. Je retiens de ce que nous ont dit les médecins de la Pitié-Salpêtrière que nous avons rencontrés la semaine dernière que cette période d'épidémie a placé le besoin et la charge de soins au centre de toutes les préoccupations et a rendu aux médecins, aux infirmiers et aux directeurs d'établissement leur rôle de donneurs d'ordre, tous tendus vers un seul objectif. Ils ont réussi à cette occasion à lever tous les carcans administratifs...

M. Julien Aubert. C'est vous qui les avez mis !

M. Olivier Véran, ministreet les freins qui les empêchent d'innover au quotidien, tout un tas de normes qui ne sont pas forcément utiles et qu'ils n'ont pas envie de retrouver. Cela tombe bien : nous n'avons pas forcément envie de réintroduire celles qui ne font pas sens.

M. Thibault Bazin. C'est faux, vous êtes déconnectés du terrain !

M. Olivier Véran, ministre . À côté d'une concertation nationale sur les grands objectifs, des groupes d'action se mettront en place sur les territoires.

M. Thibault Bazin. Du blabla, des comités, des agences...

M. Olivier Véran, ministre . Qu'ils aient plus ou moins souffert de l'épidémie, tous ont fait preuve d'innovation, de capacité de changer les choses.

M. Patrick Hetzel. C'est sûr que le terrain a été innovant, il n'a pas eu le choix !

M. Olivier Véran, ministre . Ils ont des choses à nous dire, des idées à apporter et nous avons envie de les

écouter pour avancer et dessiner ensemble le système de santé de demain. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Di Filippo. Monsieur le président !

M. le président. La parole est à M. Fabien Di Filippo, qui redoute d'avoir été oublié, ce qui est impensable ! (*Sourires.*)

M. Fabien Di Filippo. Ma finesse, monsieur le ministre, me permet de faire la différence entre une remise en question, qui est une bonne chose, et un retournement de veste marketing. Depuis huit ans que vous êtes en responsabilité, que ce soit au sein de la commission des affaires sociales sous Emmanuel Macron comme sous François Hollande ou en tant que ministre, vous avez eu l'occasion de nous dire tout et son contraire. Vous n'êtes vraiment pas en situation de nous donner des leçons après avoir fait il y a un an exactement le contraire de ce que vous prônez aujourd'hui la main sur le cœur.

M. Jean-Luc Mélenchon. C'est vrai, ça !

M. Fabien Di Filippo. Comptez sur notre exigence, monsieur le ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR ainsi que parmi les députés non inscrits.*)

M. Jean-Luc Mélenchon. Très bien dit, collègue !

M. Erwan Balanant. On va ressortir le plan de Sarkozy pour les hôpitaux, on va rigoler !

Données clés

Auteur : [M. Fabien Di Filippo](#)

Circonscription : Moselle (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2991

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mai 2020](#)